

Luxembourg, le 2 mai 1985

NOTE BIO (85) 153 (suite 1) aux Bureaux Nationaux

CC aux Membres du Service du Porte-Parole

CONSEIL AGRICOLE DU 2 MAI 1985 (N. WEGTER)

Le Conseil Agriculture a démarré sa nouvelle réunion, entièrement consacrée aux propositions prix 85/86, cet après-midi à 15.00.

La réunion jusqu'à ce point n'a pas encore débloqué l'impasse des négociations en cours toutefois le débat a été très utile dans la mesure où les ministres ont pu enregistrer l'état des travaux en la matière notamment en tenant compte des résultats des conversations bilatérales que la présidence, ensemble avec la Commission, a entamé avec presque chacun des ministres depuis la dernière session du Conseil du 22/23 avril 1985.

En introduisant le débat, M. Pandolfi a fait part de son intention de soumettre au cours de cette soirée un non-paper qui comporte un certain nombre de suggestions qui pourraient servir comme base pour une solution de compromis. Ce dernier papier pourrait ensuite être utilisé pour la poursuite du débat à partir de demain matin.

Etant donné que ce dernier document n'est pas encore disponible pour le rédacteur de cette note avant demain à 8.00, le même texte vous sera transmis immédiatement dès réception.

En ce qui concerne le contenu de ce même papier, les indications fournies jusqu'ici par la présidence justifient les conclusions suivantes ayant une importance politique particulière.

- pour le secteur des céréales le mécanisme du seuil de garantie, comme décidé par le Conseil en 1984 reste entièrement valable. Toutefois la réduction de prix en résultant à savoir - 3,6 % sera atténuée en y introduisant un chiffre correcteur dont l'ampleur reste à fixer mais qui n'empêchera pas une certaine diminution du prix d'intervention pour la campagne 85/86 par rapport au niveau de prix de la campagne précédente.
- pour le secteur laitier la présidence semble être inclinée à attribuer 55.000 tonnes supplémentaires aux quantités de référence globale pour l'Irlande. Le transfert des quotas entre et dans les régions devrait être possible pour la prochaine campagne ainsi que certains transferts des quantités garanties destinées pour les livraisons directes en faveur des livraisons aux laiteries.
- pour les autres produits :
 - maintien du système des certificats pour l'exportation des brebis en provenance du Royaume-Uni;
 - maintien d'une prime variable viande bovine (RU) et des primes de veaux (Italie, Grèce, Irlande et Irlande du Nord) ces primes n'étant valables que pour la campagne 85/86 et appliquées toutefois avec un plafonnement à définir.

- pour les fruits et légumes transformés :

- maintien du seuil de garantie à 4,7 millions de tonnes étant toutefois entendu qu'un dépassement de ce chiffre jusqu'à 20 % ne conduira que à une baisse partielle du niveau de l'aide. Le même aide n'est plus valable pour la production au dessus du 20 % précité.

- pour les MCM :

- la présidence semble vouloir suggérer le non-démantèlement des MCM positifs et le démantèlement total (y compris la franchise) des MCM négatifs.

Etant conscients que les nouvelles suggestions de compromis conduiront à des dépenses supplémentaires par rapport aux incidences financières découlant des propositions de la Commission, la présidence ne semble pas exclure l'éventualité de ne procéder à la réduction de la taxe de co-responsabilité de base qu'avec 0,5 %, la Commission ayant proposée une réduction de la même taxe avec 1 % (de 3 à 2 %).

M. le Vice-Président Andriessen a entièrement souscrit à la procédure annoncée par la présidence, c'est-à-dire, de chercher par tous les moyens disponibles une solution définitive lors de cette session sur l'ensemble du paquet en question. Il a ajouté qu'il estime important pour que le paquet soit maintenu dans sa globalité, et qu'il ne peut pas être question d'y dissocier certains éléments.

M. Andriessen, tout en confirmant que la Commission reste disposée de faire une contribution réelle pour rendre possible une solution de compromis final, a tenu à rappeler les principes de base qui, dans l'optique de la Commission, devraient être respectés :

1. Le bon respect des décisions du Conseil prises dans un stade antérieur notamment en ce qui concerne l'application de la conception des seuils de garantie dans plusieurs secteurs. Ce dernier principe s'impose, y compris dans le secteur des céréales, afin de maintenir la crédibilité de la Communauté notamment vis-à-vis des pays tiers.
2. Le maintien de l'équilibre du paquet notamment le rapport entre les produits "nordiques" et ceux ayant une importance particulière pour les régions méditerranéennes.
3. La neutralité budgétaire, ce qui implique que le chiffre global décidé par le Conseil Affaires générales du 22 avril pour l'ensemble des dépenses agricoles pour l'année budgétaire 1985, c'est-à-dire 19.955 MEOUs doit être respecté. M. Andriessen a ajouté que la Commission sera toutefois disposée à faire couvrir des dépenses supplémentaires par rapport au chiffre précité et résultant des modifications des propositions initiales de la Commission, à la condition que toutes les délégations soient disposées à s'engager, au nom de leur gouvernement, d'approuver ces dépenses supplémentaires par le biais d'une lettre rectificative nouvelle.

./.

En ce qui concerne les dépenses supplémentaires à prévoir à charge du budget 1986, M. Andriessen a rappelé que les marges budgétaires pour cet exercice seront extrêmement limitées, dû au fait que les règles de la discipline budgétaire sont entièrement valables à partir de cet exercice.

En ce qui concerne l'évaluation des dépenses supplémentaires par rapport aux incidences des propositions initiales de la Commission, qui découleraient des demandes énoncées par les différentes délégations, M. Andriessen, sans déjà pouvoir être très spécifique en la matière, a souligné que ces dépenses seront de telle ampleur qu'elles ne peuvent pas être satisfaites par les moyens financiers actuellement disponibles.

A titre de conclusion, M. Andriessen a précisé que la Commission ne peut en aucun cas accepter une solution pour le secteur des céréales (autre que le blé dur) qui ne conduirait pas à une réduction significative des prix d'intervention. Il a également mis en évidence qu'il ne peut pas être question pour la Commission de procéder de telle sorte que les quantités de références déjà acquises notamment dans le secteur des céréales, seront modifiées.

Les premières réactions des ministres vis-à-vis des idées énoncées par la présidence, et qui n'ont pas fait dégager des modifications substantielles des positions des différentes délégations vis-à-vis de leurs positions déjà connues, ont amené M. Pandolfi à la conclusion qu'il y a toute raison pour poursuivre le débat demain matin, sur la base du non-paper déjà annoncé et qui reprendra donc les principaux éléments déjà précisés par la présidence et qui sont énumérés ci-dessus.

Cette conclusion positive de la présidence n'empêche pas qu'elle a dû constater que notamment le ministre allemand M. KIECHLE a précisé dans des termes très catégoriques qu'il considère comme étant contraire à "l'intérêt national" de la RFA de procéder à une réduction des prix dans le secteur du céréales.

Amitiés,

N. WEGTER COMEUR ////

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

PRIERE DE FAIRE LA DIFFUSION HABITUELLE DEPUIS BRUXELLES

Luxembourg, le 3 mai 1985

Note BIO(85) 153 (suite 2) aux Bureaux nationaux
c.c. aux membres du service du Porte-Parole

CONSEIL AGRICOLE (N. Wegter)

Veuillez trouver ci-après le texte intégral du "Non-paper" remis par la présidence du Conseil.

ELEMENTS D'UN COMPROMIS D'ENSEMBLE

1. Céréales

- Maintien du dispositif existant sur l'application du seuil de garantie.
- En ce qui concerne la campagne 1985/1986 le résultat de l'application de ce système sur le niveau du prix d'intervention est corrigé à titre transitoire et exceptionnel par l'application d'un abattement forfaitaire reflétant le fait que la récolte exceptionnelle de l'année 1984 a été suivie par un rétrécissement de l'écart entre les prix mondiaux et communautaires.
- La Commission se réserve la possibilité de reconsidérer sa proposition prix en fonction du résultat d'un tel abattement.
- Le Conseil et la Commission étudieront d'ici la campagne suivante les modalités à insérer le cas échéant dans le système actuel de seuil de garantie permettant de prendre en considération de telles situations à l'avenir.
- Frais de transport (ou élément de marché) pour le froment dur - à discuter.
- Une déclaration du Conseil et de la Commission prévoyant des progrès rapides pour les régimes relatifs à l'amidon et au sucre - à élaborer.
- Une déclaration de la Commission prévoyant une analyse rapide et des propositions prochaines sur de nouveaux débouchés.

./.

2. Produits laitiers

- a) Constat que la Commission ne fera pas de propositions visant à modifier les quotas décidés par le Conseil le 31 mars 1984.
- b) Le transfert de quantités de référence inutilisées entre les régions et à l'intérieur de celles-ci continuera à être autorisé jusqu'à la fin mars 1986 ce qui correspond suivant les Etats membres à une augmentation des quantités de lait produites de l'ordre de 0,5 à 0,9 % de la collecte.
- c) La réserve existante et sa répartition sont reconduites d'une année. La part attribuée à la République d'Irlande est augmentée de 55.000 tonnes. Ainsi la réserve totale est portée à 390.000 tonnes.
- d) Transferts ventes directes, livraisons aux laitiers.

Compte tenu du fait que certains Etats membres ont amélioré la fiabilité de leur base statistique pour la répartition de la production entre les ventes directes et les livraisons aux laiteries, ainsi que de la tendance structurelle dans certains Etats membres d'écouler davantage de lait par les laiteries au lieu de le vendre directement, la Commission selon la procédure Comité de Gestion peut autoriser le transfert de quantités de référence "ventes directes" aux quantités de référence "ventes laiteries". Toute demande de transfert doit être dûment justifiée et fondée sur des bases statistiques objectives.

Toutefois, les quantités transférées seront limitées selon les critères suivants :

- le transfert doit rester inférieur à (X) % de la somme des quantités de référence pour les "livraisons" et les "ventes directes" ;
- le transfert doit rester inférieur à (Y) % de la quantité de référence pour les "ventes directes".

- e) Pour la campagne 1985/1986 le prélèvement supplémentaire est dû sur une base semestrielle. Toutefois, les Etats membres sont autorisés d'en effectuer le versement à la fin du deuxième semestre. Dans ce cas la Commission, pour autant que de besoin, en tiendra compte lors du versement des avances à partir de la fin du premier semestre.
- f) La Commission entreprendra de soumettre des propositions à une date rapprochée en ce qui concerne un régime communautaire pour le rachat des quotas.
- g) En Italie, certains groupements de producteurs ou unions de groupements de producteurs seront reconnus comme producteurs au titre de la formule A, tout en payant un superprélèvement de 100 %.
- h) En Italie, l'application de l'article 3 paragraphe 3 concernant l'attribution de quotas à des producteurs se trouvant dans des difficultés particulières sera suspendue jusqu'en 1986/87.
- i) Maintien de la proposition de la Commission en ce qui concerne le rapport matière grasse/matière azotée.
- j) Les Etats membres sont autorisés de continuer l'octroi d'une aide nationale à la consommation de beurre.

3. Viande ovine

- Le plafond proposé pour la prime variable entrera en vigueur, étant entendu que le taux du "clawback" pour les exportations sera calculé sur la base de la prime effectivement versée tant que le mécanisme de plafonnement restera en vigueur.
- La proposition de la Commission concernant un prix de base spécifique pour la région I (Italie et Grèce) sera retirée.

- La Commission s'engage à proposer de nouvelles mesures pour l'incorporation de la viande caprine dans le régime, fondées sur une limitation géographique. Le Conseil s'engage à parvenir à une conclusion d'ici le 31 juillet 1985.
- L'exemption du "clawback" pour les exportations du Royaume-Uni vers les pays tiers est maintenue pour trois ans.
- Quelques retouches seront apportées à la saisonnalisation des prix en Grande-Bretagne, notamment pour les mois de mai et juin.
- Ajustement de la définition de brebis pour permettre l'éligibilité à la prime de certaines races montagnardes, fondé sur des limitations géographiques et zootechniques.

4. M.C.M.

- Les propositions de la Commission visant à réduire les MCM positifs seront retirées.
- Disponibilité de la Commission de proposer éventuellement un démantèlement des MCM négatifs existants, y compris la franchise. Cette disponibilité est conditionnée par l'équilibre d'ensemble du compromis final.

5. Viande bovine

- La prime variable au Royaume-Uni est maintenue jusqu'au 6 avril 1986 avec certaines modifications susceptibles de réduire la charge pour le FEOGA.
- La prime à la naissance des veaux en Italie, Grèce, Irlande et Irlande du Nord est maintenue jusqu'au 6 avril 1986 étant entendu que le niveau de la prime est diminué. La prime nationale versée par l'Italie reste au niveau actuel.

6. Rationalisation des abattoirs

Le Conseil, considérant la situation particulièrement grave du secteur de l'élevage en Belgique, convient de prévoir une action commune en faveur de ce pays en vue de la rationalisation des abattoirs et invite la Commission à lui présenter les propositions nécessaires en la matière, dans les meilleurs délais.

7. Fruits et légumes

- a) En 1985/86, une aide à la transformation des jus de citrons continuera à être versée à raison de 85 % de la production. En 1986/87, à moins que les importations de jus de citrons en Italie n'aient été libérées, une aide sera versée pour la part de la production que l'on juge destinée à l'exportation.
- b) Une aide pour la transformation des agrumes sera versée sur production d'une preuve de la transformation (et non au terme de la campagne de commercialisation).
- c) Tomates transformées (à suivre):

8. Tabac

La réduction de prix proposée pour certaines variétés sera diminuée de moitié ; toutefois, les réductions du niveau des primes seront maintenues telles que la Commission les propose.

9. Coton

La proposition de la Commission est modifiée en limitant la quantité de coton égrené pour laquelle l'aide pleine est accordée à 567.000 tonnes.

./.

10. Pois, fèves, féveroles

La proposition de la Commission est complétée par l'instauration d'un régime de majorations mensuelles pour les pois, fèves et féveroles, étant entendu que cette opération est neutre sur le plan budgétaire.

11. Colza

Le Conseil prend acte de l'intention de la Commission de n'octroyer l'aide, à partir de 1990/91, qu'aux graines "double zéro".

12. Raisins Corinthes

Le Conseil prend acte de l'intention de la Commission, qu'en ce qui concerne la campagne 1985/86, le résultat de l'application du système de seuil de garantie sur le niveau du prix minimum au producteur pour les raisins secs de Corinthes sera corrigé à titre exceptionnel par l'application d'un abattement forfaitaire tenant compte du fait que la récolte importante de 1984 coïncide avec une augmentation du prix des raisins secs sur le marché mondial.

13. Conséquences financières

Tout compromis final doit rester dans les limites financières indiquées dans les propositions de la Commission.

En ce qui concerne les dépenses additionnelles dans le secteur du lait, découlant notamment des points 2 b, c et d, le financement nécessaire pourrait être trouvé en maintenant une partie du troisième point de pourcentage de coresponsabilité pour la campagne 1985/86.

Amitiés,

N. WEGTER, COMEUR ////

Luxembourg, le 3 mai 1985

Note Bio(85) 153 (suite 3) aux Bureaux Nationaux
c.c. AUX MEMBRES DU Service du Porte-Parole

CONSEIL AGRICOLE 2/3 MAI 1985 (N. Wegter)

EVALUATION PROVISoire DES INCIDENCES FINANCIERES DE LA PROPOSITION DE
COMPROMIS DE LA PRESIDENCE PAR RAPPORT A LA PROPOSITION DE LA COMMISSION :

A. SUR LES DEPENSES

Mio ECU

	1985	1986
1. Retard de 5 semaines de la date de début de la campagne 1985/86		
. lait	- 22	-
. viande bovine	+ 9	+ 7
. viande ovine	p.m. (1)	- 3
. fourrages séchés	p.m.	-
. vers à soie	p.m.	-
. démantèlement des M.O.M. :		
positifs	+ 4	-
négatifs	- 3	-
Total du retard de 5 semaines	- 12	+ 4
2. Céréales		
. niveau des prix	p.m. (2)	p.m. (2)

(1) La baisse des prix de marché au cours de la campagne 1984/85 entraîne un besoin de crédit supplémentaire en 1985 de 52 MioEcu. Compte tenu de la prorogation de la campagne 1984/85, les prix de marché augmenteraient, en raison de la saisonalisation, pour la campagne 1984/85 (13 mois) réduisant ce besoin supplémentaire de crédits à 28 MioEcu.

(2) Une augmentation de 1 % des prix et des aides entraîne une augmentation des dépenses de :

+ 3 Mio ECU en 1985
+ 60 Mio ECU en 1986.

	1985	1986
3. Lait		
• prorogation pour un 2ème période de 12 mois du transfert des quantités de référence à l'intérieur d'une région et d'une région à une autre	P.M.	P.M.
• augmentation de la quantité de référence de l'Irlande de 55.000 t. avec effet du 2.4.1985 au 31.3.1986	+ 11	+ 4
• transfert des quantités de référence entre les ventes directes et les livraisons avec effet au 2.4.1985	P.M.	P.M.
• perception du prélèvement supplémentaire après la fin de la période de 12 mois concernée au lieu de trimestriellement	P.M.	P.M.
• augmentation éventuelle du prélèvement linéaire de responsabilité pour la campagne 1985/86	P.M. (1)	P.M. (1)
Total lait	+ 11	+ 4
4. Viande ovine		
• abandon de la proposition d'un prix de base spécifique pour la région 1	-	-
• non application du claw back lors des exportations de Grande-Bretagne vers les pays tiers pendant 3 ans	+ 5	+ 8
• modification de la saisonalisation des prix	+ 1	+ 1
• ajustement de la définition de brebis pour permettre l'éligibilité de certaines races montagnardes	P.M.	+ 1
• extension aux chèvres du régime des primes	P.M.	P.M.
Total viande ovine	+ 6	+ 10
5. M.O.M.		
• abandon de la proposition de la Commission visant à réduire les M.O.M. positifs	+ 28	+ 56
• démantèlement de la franchise en France	+ 25	+ 64
• démantèlement des M.O.M. négatifs existant en Italie et en Grèce (y compris la franchise)	- (2)	- (2)
Total M.O.M.	+ 53	+ 120

Le maintien du prélèvement linéaire à 3% pour la campagne 1985/86 entraîne une recette de: 174 MioEcu en 1985 et 99 Mio Ecu en 1986.

La suppression des MCM entraîne en soi une dépense, mais est neutre par rapport au projet de budget 1985 et aux estimations 1986 étant donné que ces estimations se fondent sur un taux de MCM 0 pour ces Etats membres.

	1985	1986
6. Viande bovine		
• reconduction pour la campagne 1985/86 de la prime d'abattage limitée aux animaux mâles	+ 25	+ 21
• reconduction pour la campagne 1985/86 de la prime à la naissance des veaux limitée à 10 Ecu/tête	-	+ 19(1)
Total viande bovine	+ 25	+ 40
7. Fruits et légumes		
a) frais		
• prorogation pour la campagne 1985/86 du régime en vigueur pour les primes de transformation des citrons	-	p.m. (2)
• paiement de l'aide à la transformation des agrumes sur production d'une preuve de la transformation au lieu d'un paiement unique en fin de campagne	p.m.	p.m.
b) transformés		
Tomates (à suivre)	p.m.	" "
Total fruits et légumes	p.m.	" "
8. Tabac		
• réduction des prix d'orientation proposés pour certaines variétés	p.m.	p.m.
9. Coton		
• augmentation de 67.000 T de la quantité bénéficiant de l'aide pleine	+ 11	+ 20
10. Pois, fèves et féverolles		
• réduction du prix de seuil de déclenchement et du prix d'objectif, et introduction d'un régime de majorations mensuelles	p.m.	p.m.
11. Raisins		
• correction de la réduction résultante du dépassement du seuil pour les raisins de Corinthe	p.m. (3)	p.m. (3)

- (1) + 27 Mio Ecu en 1987 et 1988
- (2) La mesure proposée entraîne une dépense de 22 Mio Ecu. Toutefois, la proposition de réduction de la compensation financière de 85 % à 40 % des quantités transformées étant postérieure à la présentation des incidences financières, n'était pas comprise dans celles-ci.
- (3) La non réduction proposée par la Commission entraîne une dépense supplémentaire de + 4 Mio Ecu en 1986.

	1985	1986
12. <u>Rationalisation des abattoirs en Belgique</u>	p.m.	p.m.
Total des incidences de la proposition de compromis de la Présidence par rapport à la proposition de la Commission..	+ 94 (1)	+ 198 (1)

(1) Le maintien du prélèvement linéaire de coresponsabilité lait, pour la campagne 1985/86 entraîne une recette de :

174 Mio Ecu en 1985
99 Mio Ecu en 1986

Par ailleurs, certaines incidences financières susceptibles d'augmenter les dépenses ne sont pas incluses ou sont difficilement chiffrables à l'heure actuelle.

(+) Augmentation des dépenses
(-) Diminution des dépenses

•/•

B. SUR LES RESSOURCES PROPRES

Mio Ecu

	1985	1986
I. Prélèvements		
• retard de 5 semaines de la date de début de la campagne 1985/86	p.m.	-
• augmentation des prix indicatifs des céréales et par conséquent des prix de seuil (1) :		
* céréales	p.m.	p.m.
* viande porcine	p.m.	p.m.
* oeufs et volailles	p.m.	p.m.
Total prélèvements	p.m. (1)	p.m. (1)
II. Mesures agri-monétaires		
• abandon du démantèlement des M.C.M. positifs	+ 1	+ 3
• démantèlement de la franchise en France	+ 1	+ 8
Total mesures agri-monétaires	+ 2	+ 11
Total des incidences de la proposition du compromis de la Commission par rapport à ses propositions initiales	+ 2	+ 11

(1) une augmentation de 1 % du prix de seuil entraîne une augmentation des ressources propres de :

- + 4 Mio ECU en 1985
- + 16 Mio ECU en 1986

(+) augmentation des ressources propres
 (-) diminution des ressources propres

N O T E 2 1 0 (85) 153 (suite 4) AUX BUREAUX NATIONAUX
CC AUX MEMBRES DU SERVICE DU PORTE-PAROLE

CONSEIL AGRICOLE 2/3 MAI 1985 (M. NEYER)

LE CONSEIL S'EST REUNI LE 3 MAI AFIN DE POURSUIVRE SON DEBAT
RELATIF AU FAUSET PRIX 85/86. L'ECHANGE DE VUES S'EST BASE
ENTIEREMENT SUR LE NON-PAPER DEJA ANNONCE PAR LA PRESIDENCE HIER
SOIR, ET QUI VOUS A ETE TRANSMIS CE MATIN.

LE DEBAT, EN PARFAITE CONFORMITE AVEC LES PREVISIONS A CE SUJET,
N'A PAS PERMIS D'ABOUTIR A DES CONCLUSIONS DEFINITIVES. TOUTEFOIS
LES REACTIONS ENREGISTREES AUJOURD'HUI, ONT BIEN PERMIS DE
DELIMITER LE TERRAIN DES PRINCIPAUX ELEMENTS EN LITIGE Y COMPRIS
L'AMPLEUR DES DIFFICULTES ENREGISTREES.

CECI ETANT, DES OBSERVATIONS SUIVANTES S'IMPOSENT D'UNE MANIERE
PARTICULIERE:

1. LE NON-PAPER COMME PRESENTE PAR LA PRESIDENCE, COMPORTE DES
INCIDENCES FINANCIERES SUPPLEMENTAIRES PAR RAPPORT AUX PROPOSI-
TIONS INITIALES DE LA COMMISSION.

TOUTEFOIS, ETANT ENTENDU QUE PLUSIEURS ELEMENTS DE CE NON-PAPER
N'ONT PAS ENCORE ETE QUANTIFIEES D'UNE MANIERE EXACTE, IL EST
DIFFICILE D'EVALUER D'UNE MANIERE PRECISE L'AMPLEUR DES CONSEQUENCES
FINANCIERES DU MEME DOCUMENT. SOUS LA BASE DES DONNEES DISPONIBLES,
LA COMMISSION A TOUTEFOIS ABOUTI A LA CONCLUSION QUE LE TOTAL
DES INCIDENCES DU NON-PAPER, PAR RAPPORT A LA PROPOSITION DE LA
COMMISSION S'ELEVE AU MOINS A 94 MILLIONS D'ECUS POUR L'ANNEE
BUDGETAIRE 1985 ET 198 MILLIONS D'ECUS POUR LE BUDGET 1986.
VOIR AUSSI 210 153 (SUITE 3) A LA PAGE 4. LES DEPENSES

SUPPLEMENTAIRES ONT UNE AMPLEUR TRES IMPORTANTE POUR LES
SUGGESTIONS DE COMPROMIS AVANCEES EN MATIERE DU SECTEUR DU LAIT
(TRANSFERT DES QUANTITES DE REFERENCE INUTILISEES, TRANSFERTS VENTES
DIRECTES / LIVRAISONS AUX LAITERIES, QUANTITES SUPPLEMENTAIRES POUR
L'IRLANDE) LE REGIME DES MCM, ET LES SUGGESTIONS RELATIVES AU
SECTEUR DE LA VIANDE BOVINE (MAINTIEN PROVISoire DES PRIMES).

UNE GRANDE INCERTITUDE PERSISTE EN CE QUI CONCERNE LES CONSEQUENCES
FINANCIERES DES NOUVELLES MODALITES, SUGGEREES PAR LA PRESIDENCE,
EN MATIERE DE LA POLITIQUE DES PRIX POUR LE SECTEUR DES CEREALES.
IL EST A RAPPELER QUE LA PRESIDENCE, TOUT EN MAINTENANT LE SYSTEME
AU SEUIL DE GARANTIE, A SUGGERE A TITRE TRANSITOIRE, POUR UNE
ANNEE, DE CORRIGER L'EFFET DU MEME MECANISME SUR LE NIVEAU DE PRIX,
QUI DE L'AVIS DE LA COMMISSION DEVAIT ABOUTIR A UNE CHIFFRE DE
-3,6 0/0. LA PRESIDENCE VISE DE PROCEDER A UNE REDUCTION DE PRIX
MOINS RIGIDE MAIS ELLE N'A PAS ENCORE PRECISE QUEL TAUX
DE REDUCTION ELLE POURRAIT SUGGERER A TITRE D'ALTERNATIVE.

CECI ETANT, IL A TOUTEFOIS ETE CONSTATE QUE CHAQUE AUGMENTATION
DE 1 0/0 DES PRIX ET DES AIDES DANS CE SECTEUR PAR RAPPORT AUX
PROPOSITIONS DE LA COMMISSION, ENTRAINE UNE AUGMENTATION
DE DEPENSES DE 3 MILLIONS D'ECUS EN 1985 ET 60 MILLIONS D'ECUS EN
1986.

TELEX

2. VU LES CONSÉQUENCES FINANCIÈRES COMME PRÉCITÉES SOUS 1. LA GRANDE MAJORITÉ DES DÉLEGATIONS A SOUSCRIT À LA THÈSE ÉNONCÉE PAR M. ANDRIESEN; QUE LA VOIE SUGGÉRÉE PAR LA PRÉSIDENTE, NE PEUT PAS ÊTRE UTILISÉE; AUSSI LONGTEMPS QUE LES MOYENS FINANCIERS NE SONT PAS TROUVÉS POUR COUVRIR LES MÊMES BESOINS FINANCIERS. À CE SUJET, M. ANDRIESEN A SOULIGNÉ QUE DEUX POSSIBILITÉS: LE CAS ÉCHÉANT D'UNE MANIÈRE CUMULATIVE, POURRAIENT ÊTRE ENVISAGÉES: A) LA RECHERCHE DES ÉCONOMIES SUPPLÉMENTAIRES ET B) LA RECHERCHE DES MOYENS FINANCIERS SUPPLÉMENTAIRES.

À CE DERNIER SUJET, M. ANDRIESEN A MIS EN RELIEF QU'IL NE PEUT PAS ÊTRE QUESTION QUE LA COMMISSION POURRAIT SUIVRE UN TEL CHEMIN - PAR LE BIAIS DE LA SOUMISSION D'UNE NOUVELLE LETTRE RECTIFICATIVE POUR L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1985 - AUSSI LONGTEMPS QU'IL N'Y AIT PAS UNANIMITÉ AU CONSEIL POUR S'ENGAGER D'UNE MANIÈRE FORMELLE POUR ADOPTER CETTE MÊME LETTRE.

3. CECI ÉTANT, LA PRÉSIDENTE DONNE À CE STADE APPARAMMENT PRIORITÉ À LA RECHERCHE DES ÉCONOMIES SUPPLÉMENTAIRES; NOTAMMENT PAR UNE NOINDRE RÉDUCTION DE LA TAXE DE CO-RESPONSABILITÉ LINÉAIRE. (IL EST À RAPPELER QUE LA COMMISSION A PROPOSÉ DE DIMINUER CETTE TAXE DE 3 À 2 0/0). IL A ÉTÉ CONSTATÉ CET APRÈS-MIDI, QUE LE MAINTIEN DU NIVEAU ACTUEL DE CE PRÉLEVEMENT POUR LA CAMPAGNE 85/86 ENTRAÎNE UNE RECETTE DE 174 MILLIONS D'ÉCUS EN 1985 ET 90 MILLIONS D'ÉCUS EN 1986.

4. LES RÉACTIONS ENREGISTRÉES CET APRÈS-MIDI; NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE LES QUESTIONS FINANCIÈRES; ONT CLAIEMENT FAIT DÉGAGER QU'IL Y A UNE FORTE OPPOSITION DE LA PART DE PLUSIEURS DÉLEGATIONS DE MAINTENIR LA TAXE DE CO-RESPONSABILITÉ À SON NIVEAU ACTUEL. D'AUTRE PART, LA DÉLEGATION ALLEMANDE, SUIVIE PAR QUELQUES AUTRES DÉLEGATIONS, N'A PAS VU EXCLURE UNE TELLE ÉVENTUALITÉ.

5. CETTE DERNIÈRE DÉLEGATION N'A NON PLUS VU EXCLURE LA SOLUTION DE COMPROMIS SUGGÉRÉE PAR LA PRÉSIDENTE RELATIVE À LA POLITIQUE DE PRIX DANS LE SECTEUR DES CÉRÉALES; MAIS CECI À LA CONDITION QU'UNE TELLE SOLUTION NE CONDUIRAIT PAS À UNE RÉDUCTION DES PRIX POUR LES PRODUCTEURS.

6. LES POSITIONS ENREGISTRÉES DES DIFFÉRENTES DÉLEGATIONS RELATIVES AUX AUTRES ÉLÉMENTS DU NON-PAPIER; N'ONT PAS FAIT APPARAÎTRE DES CHANGEMENTS SUBSTANTIELS DES POSITIONS DÉJÀ CONNUES. CECI IMPLIQUE DONC QU'IL Y A ENCORE UNE GRANDE SÉRIE DE DIFFICULTÉS À SURMONTER; SANS QUE CES PROBLÈMES DOIVENT NECESSAIREMENT CONSTITUER DES

OBSTACLES INCONCÉSSABLES POUR UNE SOLUTION DÉFINITIVE DANS LE CADRE D'UN COMPROMIS; À ÉLABORER; DANS UN STADE ULTÉRIEUR DES NÉGOCIATIONS.

7. C'EST DANS CE SENS QUE LA PRÉSIDENTE A CONCLU CE SOIR; AVANT L'INTERRUPTION DE LA SÉANCE; QUE LES DÉLIBÉRATIONS D'AUJOURD'HUI SE SONT DÉROULÉES DANS UNE ATMOSPHÈRE CONSTRUCTIVE; LES DÉLEGATIONS VOULANT ADDUITER APPARAMMENT LORS DE CE MARATHON A DES CONCLUSIONS DÉFINITIVES.

EST DANS CET ESPRIT QUE LA PRÉSIDENTE S SUGGÈRE DE NE REPRENDRE LE DÉBAT QUE DEMAIN MATIN (À 9.30) AFIN DE LUI PERMETTRE AINSI À LA PRÉSIDENTE ENSEMBLE AVEC LA COMMISSION D'ÉVALUER L'ÉTAT; DES NÉGOCIATIONS ATTEINT EN CE MOMENT ET D'ÉTUDIER LES POSSIBILITÉS DE PRÉSENTER UN NOUVEAU DOCUMENT; QUI POURRAIT SE BASER SUR LE NON-PAPIER D'AUJOURD'HUI. ET QUI DEVRAIT CONDUIRE À DES MOUVEMENTS SUBSTANTIELS DES POSITIONS ENREGISTRÉES.

TELEX

TELEX

TELEX

TELEX

TELEX

TELEX

LEX

TELEX

TELEX

PREVISIONS

IL SEMBLE PREMATURE A CE STADE DE FAIRE DES COMMENTAIRES OPTIMISTES
RELATIFS AUX POSSIBILITES D'UN ACCORD DEFINITIF SUR L'ENSEMBLE DU
PAQUET DANS UN TRES BREF DELAI. TOUTEFOIS, IL EST ASSEZ EVIDENT
QUE TOUTES LES PARTIES CONCERNEES, Y COMPRIS LA COMMISSION

NI SONT
CONSCIENTES DE LA NECESSITE DE CHERCHER TOUS LES MOYENS POSSIBLES
AFIN DE FAIRE PROGRESSER LE DEBAT. IL EST DONC PROBABLE QUE
LE CONSEIL SERA SAISI DEMAIN MATIN D'UN NOUVEAU DOCUMENT SUR
A BASE DUQUEL LES POURPARLERS POURRAIENT ETRE POURSUIVIS. UN TEL
SCENARIO IMPLIQUERAIT DONC UNE PROLONGATION DE LA SESSION JUSQU'A
5 MAI, SAUF AU CAS OU IL FAUT C

XXXXXXXX FAITTE CONSTATER AU COURS DE LA SESS

ION
DE DEMAIN, QUE LES PROPOSITIONS DE CERTAINS MINISTRES - NOTAMMENT
CELUI DE M. NICHELE EN MATIERE DE CEREALES, RESTENT INCHANGEES

AMITIES

M. HEGTER

3.5.85dB

3231 CONEUR LU

DE : C.C.E. BRUXELLES - GPP46 - G.P.P.
A : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON
REF: 11:01 8-05-85 000089210 - 000089553

TELEX NR. 84637/B10

P1 BERL 1/19

NOTE B10

BRUXELLES, LE 5 MAI 1985

NOTE B10(85) 153 (SUITE 5) AUX BUREAUX NATIONAUX
C.C. AUX MEMBRES DU SERVICE DU PORTE-PAROLE

CONSEIL AGRICULTURE

CETTE NUIT A MINUIT ET DEMIE, LA PRESIDENCE A SOUMIS UN NOUVEAU DOCUMENT COUVRANT LES SUGGESTIONS DE COMPROMIS POUR L'ENSEMBLE DU PAQUET PRIX 1985/86. CE DOCUMENT QUI REMPLACE DONC LE NON-PAPER DE LA PRESIDENCE EN DATE DU 3 MAI 1985, SE BASE EN PRINCIPE SUR LES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION ET DONNE DES SUGGESTIONS POUR Y INTRODUIRE DES MODIFICATIONS RELATIVES A UN GRAND NOMBRE DE SECTEURS.

CE DOCUMENT EST COMPLETE PAR UN TABLEAU DETAILLE DES CONSEQUENCES FINANCIERES INDICANT QUE L'ENSEMBLE DES MODIFICATIONS SUGGEREES AMENE A DES DEPENSES SUPPLEMENTAIRES DE 96.5 MECU POUR 1985 ET 238 MECU POUR 1986.

EN MATIERE DE CEREALES LA PRESIDENCE A SUGGERE DE PROCEDER A UNE REDUCTION DE PRIX DE MOINS 1,80/0 (AU LIEU DE 3,60/0 INITIALEMENT PROPOSE PAR LA COMMISSION).

LES PREMIERES REACTIONS DES DELEGATIONS ENREGISTREES CETTE NUIT ONT FAIT DEGAGER QU'AUCUNE DELEGATION A REJETE LE DOCUMENT COMME UNE BASE POUR LA POURSUITE DU DEBAT. CETTE POSITION POSITIVE VAUT EGALEMENT POUR LA DELEGATION ALLEMANDE, QUI N'A TOUTEFOIS PAS PU SOUSCRIRE AU CHIFFRE DE MOINS 1,80/0 SUGGERE POUR LE SECTEUR DES CEREALES.

M. ANDRIESEN A DEJA ANNONCE QUE LA COMMISSION NE PEUT PAS SOUSCRIRE A CE DERNIER CHIFFRE, CE QUI IMPLIQUE DONC QU'IL FAUT UNE DECISION UNANIME DU CONSEIL POUR DEROGER A LA PROPOSITION DE LA COMMISSION EN LA MATIERE (- 3,60/0).

LA REUNION A ETE INTERROMPUE CETTE NUIT A 2H30 ET A REPRIS CE MATIN A 10H00 POUR ENTAMER UN DEBAT DETAILLE SUR L'ENSEMBLE DU TEXTE DE COMPROMIS SUGGERE PAR LA PRESIDENCE. CE DEBAT PEUT DONC SE PROLONGER PENDANT TOUTE LA JOURNEE D'AUJOURD'HUI.

EN FONCTION DE L'ETAT DES TRAVAUX, APRES L'EXAMEN DU MEME DOCUMENT, LA COMMISSION JUGERA SI LES CIRCONSTANCES SONT ATTEINTES POUR PERMETTRE A LA COMMISSION D'INTRODUIRE UN TEXTE POUR UN NOUVEAU COMPROMIS AYANT COMME BUT D'ABOUTIR A UNE CONCLUSION DEFINITIVE SUR L'ENSEMBLE DU PAQUET, LE CAS ECHEANT, PAR LE BIAIS D'UNE PROCEDURE DE VOTE.

A CE DERNIER SUJET IL EST A RAPPELER, QUE LE MINISTRE ALLEMAND M. KIESCHLE A FAIT VALOIR LORS DU DEBAT D'HIER, QU'IL NE MANQUERA PAS, EN CAS DE VOTE SUR UN COMPROMIS COMPORTANT UNE REDUCTION DES PRIX POUR LES CEREALES - Y COMPRIS LE COLZA - D'UTILISER TOUS LES MOYENS DISPONIBLES POUR ASSURER QUE LES INTERETS SPECIAUX DE LA RFA EN LA MATIERE SOIENT SAUVEGARDES'.

A SUIVRE,
AMITIES,
N. WEGTER, COMEUR ///+

